

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, vu que les Québécois et les Montréalais savent maintenant qu'alors que les raffineries fermaient l'une après l'autre dans l'est de Montréal, ce député a fait un choix de base. Sa loyauté, sa fidélité, c'est envers le parti libéral et non envers ses électeurs. Et c'est là où il a trahi son mandat vis-à-vis de ses commettants. C'est là où il a fait l'erreur.

**M. Malépart:** Continue, continue!

**M. Mulroney:** En ce qui nous concerne, nous sommes en pourparlers avec des intervenants appropriés dans le dossier afin de sauver une industrie québécoise, au lieu d'en fermer, comme les libéraux le faisaient.

\* \* \*

[Traduction]

### L'ÉCONOMIE

#### LES TAUX D'INTÉRÊT—LES INTERVENTIONS DE LA BANQUE DU CANADA

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances, qui parlait de baguettes magiques il y a un instant. Il sait très bien que toutes les semaines, la banque centrale intervient sur les marchés monétaires, et qu'elle achète et vend des bons du Trésor pour influencer en somme les taux de la semaine. Dans un certain sens, je vais répéter une question. S'il s'agit d'une situation très temporaire, comme le ministre l'a dit à la Chambre des communes en réponse à la question que je lui ai posée hier, interviendra-t-il auprès de la banque centrale pour s'assurer que le taux d'intérêt n'augmentera pas demain après-midi? S'il augmente, il sapera la confiance dans l'expansion économique, dans tout le pays.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je ne vais pas répondre, dans un certain sens, à cette question qui a été posée trois fois. Ce que je vais faire . . .

**M. Broadbent:** Vous n'y avez pas encore répondu.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** J'y ai répondu sans ambages la première fois qu'elle a été posée. J'espère que le député nous donnera son appui lorsque le moment de présenter le budget sera venu. Le député le sait, une certaine incertitude règne sur le marché quant à la nature du budget. Je voudrais toutefois qu'il nous aide à renforcer la résolution que nous avons prise de maîtriser le déficit et de veiller ainsi à faire baisser les taux d'intérêt. C'est en faisant diminuer le déficit budgétaire que l'on fera baisser les taux d'intérêt; c'est d'ailleurs ce que veut le député et ce que je veux, moi aussi.

#### ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, le ministre de la Défense doit bien savoir qu'au début de la semaine, le principal ministre du Japon dans le domaine économique a dit que le gouvernement doit parfois intervenir sur le marché. Le ministre des Finances ne pense-t-il pas que

### Questions orales

c'est maintenant le moment d'intervenir puisque les taux d'intérêt montent à cause, dans un certain sens, de la spéculation qui se fait sur les marchés monétaires? N'est-il pas temps que le ministre prenne sa responsabilité au sérieux et qu'il intervienne par l'intermédiaire de la banque centrale en enrayant une nouvelle hausse des taux d'intérêt en ce moment crucial?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai répondu à la question du leader de l'opposition et j'ai bel et bien dit que le gouvernement du Canada modère, par l'intermédiaire de la Banque du Canada, les influences à la hausse et à la baisse sur le marché du change . . .

**M. Broadbent:** Une baguette magique, n'est-ce pas?

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Si le chef du Nouveau parti démocratique écoutait, il apprendrait peut-être quelque chose. Nous modérons ces influences sur les marchés monétaires tant en ce qui concerne le taux de change que les taux d'intérêt. La Banque du Canada le fait régulièrement depuis quelques mois.

\* \* \*

[Français]

### L'INDUSTRIE

#### LA RÉOUVERTURE POSSIBLE DE PORT-CARTIER—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Si j'étais aussi simpliste que lui, je lui rappellerais que le 13 septembre 1979, sous un gouvernement conservateur, cela a été bang, bang sur ITT à Port-Cartier, mais je ne le ferai pas parce que ce n'est pas cela qui m'intéresse. Ce qui m'intéresse, monsieur le Président, c'est qu'actuellement il y a une possibilité de réouvrir Port-Cartier, et le premier ministre est très au courant de la proposition qui est faite par Papiers Cascades et le gouvernement du Québec. Pourquoi le premier ministre, après avoir laissé croire aux gens de Port-Cartier qu'il réouvrirait cette usine, ne livre-t-il pas maintenant la marchandise?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Le député a peut-être un point à faire valoir. Pourquoi l'entourer de faussetés?

**M. Malépart:** Tu es mal placé pour parler comme cela.

**M. Mulroney:** Pourquoi induire la Chambre ou la population en erreur? Le fait est qu'il n'y a aucun lien entre le 13 septembre 1979, et c'est une société qui a eu des bénéfices de la part du gouvernement provincial à cette époque pour se lancer . . . Cela n'a pas fonctionné sur la Côte Nord. On s'est retrouvé sur la Côte Nord avec un taux de chômage de l'ordre de 45 p. 100 dans certaines régions. Pendant des années, pendant cinq ans, la population de Port-Cartier a demandé de l'aide au gouvernement dont le député faisait partie. On a toujours dit non. Donc, le gouvernement fédéral, comme il se devait, est intervenu avec l'installation d'un pénitencier dans la région afin de soulager . . .